



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 Quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 20/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MIDI-PYRÉNÉES GRANULATS**

23 avenue de Larrieu  
BP 10389  
31000 Toulouse

Références : S 2025-0173  
Code AIOT : 0006801819

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement MIDI-PYRÉNÉES GRANULATS implanté Lieu-dit « Prouxets » 82800 BRUNIQUEL. L'inspection a été annoncée le 22/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MIDI-PYRÉNÉES GRANULATS
- Lieu-dit « Prouxets » 82800 BRUNIQUEL
- Code AIOT : 0006801819
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de calcaire soumise au régime de l'autorisation pour la rubrique 2510. Elle est autorisée pour un volume d'extraction de 600 000 tonnes/an sur une surface totale d'environ 30 hectares.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Protection de la grotte de Bruniquel	AP Complémentaire du 29/05/2019, article 3	Demande d'action corrective	30 jours
8	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 17	Demande d'action corrective	30 jours
12	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1	Sans objet
2	Protection de la grotte de Bruniquel	AP Complémentaire du 29/05/2019, article 1er	Sans objet
3	Protection de la grotte de Bruniquel	AP Complémentaire du 29/05/2019, article 2	Sans objet
5	Protection de la grotte de Bruniquel	AP Complémentaire du 29/05/2019, article 4	Sans objet
6	Bornage	Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 8	Sans objet
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 15-2	Sans objet
9	Distances limites	Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 18	Sans objet
10	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 19	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réparer les clôtures pour empêcher l'accès à la carrière et mettre en place un panneau de signalisation régulier le long de cette clôture pour signaler le danger et l'interdiction d'accès.

De plus, le suivi environnement réalisé plus régulièrement que ce qu'impose la réglementation pourrait être amélioré pour être plus exhaustif.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Champ d'application

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  La récupération de déchets inertes n'a été autorisée que pour la réhabilitation de la verse. Cette réception s'est arrêtée depuis 2023 et la réhabilitation de la verse fait l'objet d'un dossier de cessation d'activité. Sur site il est constaté la remise en état de la verse et la présence de végétation sur celle-ci. La cessation d'activité fait l'objet d'une procédure à part qui n'est pas traitée par le présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Protection de la grotte de Bruniquel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/05/2019, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone de sensibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une zone de sensibilité périphérique (zone de drainage) est mise en place pour permettre de garantir la pérennité des phénomènes régulateurs. Cette zone, située de part et d'autre des contours de la cavité, ne saurait être inférieure à 105 mètres
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il est constaté que la zone de sensibilité périphérique est présente sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Protection de la grotte de Bruniquel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/05/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un piquetage de la zone de sensibilité périphérique [...] est mis en place en tout point nécessaire,

sur le périmètre de l'autorisation. Ce piquetage est complété par des éléments visuels [...] permettant d'indiquer visuellement et rapidement la délimitation de la zone de sensibilité au personnel notamment.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il est constaté la présence d'un piquetage de la zone de sensibilité périphérique qui est complété par des éléments visuels permettant d'indiquer la délimitation de la zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Protection de la grotte de Bruniquel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/05/2019, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de stationnement et lavage des engins
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stationnement des engins est réalisé en dehors de la zone de sensibilité, hormis sur l'aire de stationnement et dans l'atelier. Un seuil est mis en place sur le pourtour de la dalle bétonnée de l'aire de stationnement et de l'atelier.. L'aire de stationnement est reliée à des bassins de décantation étanches puis à un séparateur d'hydrocarbures. Ce dernier doit être équipé d'un dispositif permettant une obturation automatique [...] Un contrôle visuel du séparateur d'hydrocarbures est réalisé mensuellement. Les résultats du contrôle [...] sont enregistrés. [...]
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il n'est pas constaté de stationnement des engins sur la zone de sensibilité, hormis sur l'aire de stationnement et dans l'atelier. Il est également constaté la présence d'un seuil intègre sur le pourtour de la dalle bétonnée de l'aire de stationnement et de l'atelier. L'exploitant indique qu'un contrôle visuel du séparateur d'hydrocarbures est réalisé mensuellement, cependant les résultats de ce contrôle ne sont pas consignés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant enregistre les résultats du contrôle visuel mensuel du séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Protection de la grotte de Bruniquel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/05/2019, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un stockage fixe d'hydrocarbures est réalisé dans l'atelier. Il est constitué d'une cuve aérienne de

6 000 litres placée dans une rétention présentant un volume de rétention au moins équivalent.[...]
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il est constaté la présence d'un stockage fixe d'hydrocarbures placé dans une rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des côtes mini et maxi et des différentes zones remises en état. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il est constaté la présence de bornes visibles et en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 15-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  La méthode utilisée consiste à extraire les matériaux en fronts successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres jusqu'à la cote 192 m NGF. Des banquettes sont maintenues sur une largeur minimale de 10 m en cours d'exploitation, pouvant être réduite à 5 m lors du réaménagement. La pente des fronts est d'environ 85°.[...]
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection l'exploitant présente le plan d'exploitation du 04/12/24. Il est constaté le respect des hauteurs de front, de la cote minimale d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Interdiction d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction d'accès

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part à proximité des zones clôturées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté la présence d'une clôture le long de la piste située au dessus du dernier front d'exploitation.</p> <p>Il est constaté le jour de l'inspection qu'une partie de la clôture est abîmée et l'absence de pancartes de dangers sur une partie du linéaire de clôture.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant remet en état les clôtures abîmées et met en place des pancartes de dangers le long du linéaire de clôture.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 9 : Distances limites**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances limites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant présent le plan d'exploitation du 04/12/24 qui ne met pas en avant de non respect de la bande des 10 mètres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Registres et plans**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Registres et plans</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établi et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés à minima : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les</p>

courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes, - les zones remises en état en différenciant les différents types de remise en état, - la position des ouvrages visés à l'article 18 [...] et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection l'exploitant présente le plan d'exploitation du 04/12/24 qui comprend l'ensemble des informations prévues par l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 17/04/13.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Plan de gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>« - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; »</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<b>Constats :</b>



Le jour de l'inspection l'exploitant présente le plan de gestion des déchets mis à jour en avril 2024.  
Le document contient l'ensemble des informations prévues par l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 17/04/13.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Biodiversité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/04/2013, article 29

**Thème(s) :** Autre, Biodiversité

**Prescription contrôlée :**

Un suivi écologique est assuré dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'action biodiversité proposé par l'entreprise sur le site de Bruniquel. L'exploitant fait réaliser, tous les 5 ans, par un écologue un suivi : - naturaliste des habitats, de la flore et de la faune, notamment en mettant en évidence les éventuels enjeux avifaunistique et chiroptérologique au niveau des zones de travaux, - du maintien, par phase d'exploitation, d'environ 9,6 ha d'espaces non exploités ou remis en état.

La prolifération d'espèces exogènes est réduite par la proscription des matériaux extérieurs au site, la reconstitution spontanée de la strate herbacée après la phase de travaux et la réalisation des plantations à partir d'espèces autochtones. La liste exhaustive des espèces sélectionnées pour les ensemencements et les plantations doit être validée par un écologue.

Les boisements au Nord, Ouest et Nord-Est sont préservés.

Pour réduire l'incidence sur les coléoptères saproxyliques, il est réalisé l'abattage et le dessouchage des arbres sénescents, puis le dépôt du tronc et de l'appareil racinaire des arbres abattus dans une zone boisée sise en dehors de la zone de travaux.

L'entretien des zones de collecte des eaux de ruissellement est réalisé en dehors de la période de reproduction des amphibiens.

Pour éviter les perturbations des amphibiens et des insectes aquatiques, il est proscrit l'empoisonnement des zones humides (sur-prédation des larves et des individus juvéniles). Les travaux de démantèlement des mares sont réalisés avec l'accord d'un écologue et en dehors des périodes de reproduction des amphibiens et en dehors des périodes de nidification de l'avifaune.

**Constats :**

L'exploitant indique avoir une convention cadre avec le CPIE Quercy Garonne qui s'étale sur 2023-2027 pour la réalisation des suivis biodiversité.

Il présente le jour de l'inspection le rapport de l'année 2023 (version du 24/01/24). Le rapport indique que les suivis se concentrent sur les amphibiens des mares et points d'eau, les oiseaux des falaises, les chauves-souris et la flore présente dans les prairies, boisements et bords de chemins.

Le rapport ne fait pas ressortir d'éléments concernant le maintien, par phase d'exploitation, d'environ 9,6 ha d'espaces non exploités ou remis en état.

Le rapport ne précise pas d'éléments concernant les boisements au Nord, Ouest et Nord-Est qui doivent être préservés.

Le rapport pourrait utilement évaluer l'incidence sur les coléoptères saproxyliques de la mesure de dépôt du tronc et de l'appareil racinaire des arbres abattus dans une zone boisée sise en dehors de la zone de travaux.

Le rapport fait référence à l'action de l'exploitant sur les espèces exotiques envahissantes

mettant en avant une régression du Sénéçon du Cap.

Le jour de l'inspection il n'a pas été constaté d'empoisonnement des zones humides.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le rapport de suivi mérite d'être complété avec les éléments ou précisions suivants :

- le maintien, par phase d'exploitation, d'environ 9,6 ha d'espaces non exploités ou remis en état ;
- les éléments concernant les boisements au Nord, Ouest et Nord-Est qui doivent être préservés ;
- l'évaluation de l'incidence sur les coléoptères saproxyliques de la mesure de dépôt du tronc et de l'appareil racinaire des arbres abattus dans une zone boisée sise en dehors de la zone de travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours